

*Le budget*

ron. Je peux donc dire au député que les réductions constatées au Québec sont équivalentes à celles imposées à mes électeurs dans Provencher.

En ce qui concerne les taux de chômage, le député a déclaré, au début de son discours, qu'il s'inquiétait de voir que le Québec contribuait davantage à la caisse de l'assurance-chômage que ce que retireraient les chômeurs québécois.

• (1530)

S'il y a moins de chômeurs au Québec cette année que l'année dernière, c'est peut-être grâce aux initiatives du gouvernement fédéral à l'égard des petites entreprises et grâce au programme fédéral d'infrastructure.

[Français]

**M. Nunez:** Madame la Présidente, j'aimerais ajouter à l'intention de ma collègue de Halifax qu'il y a plusieurs députés dans son propre parti libéral qui ne sont pas d'accord avec les frais concernant l'immigration.

**Mme Clancy:** Ce n'est pas vrai!

**M. Nunez:** Oui, c'est vrai.

**La présidente suppléante (Mme Maheu):** Voulez-vous répondre à l'honorable député de Provencher?

**M. Nunez:** J'aimerais répondre à l'honorable député. Encore une fois, le Québec est plus pénalisé que le reste des provinces. Dans le secteur laitier seulement, 32 millions de dollars de coupures, et la production laitière est surtout située au Québec. Dans l'assurance-chômage, pour la première fois cette année, les Québécois vont contribuer plus qu'ils ne recevront comme prestations d'assurance-chômage. Le manque à gagner est de 118 millions de dollars en assurance-chômage. Et, dans ce Budget, il n'y a rien pour créer des emplois. Où sont vos promesses? Où sont les promesses libérales pour créer des emplois?

**L'hon. Sheila Finestone (secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme), Lib.):** Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je participe aujourd'hui au débat sur le Budget. Pendant toutes les années où j'ai siégé du côté de l'opposition, j'ai observé plusieurs ministres des Finances prononcer leurs discours sur le Budget. D'une année à l'autre, c'était le même scénario qui se répétait. Le ministre se lançait dans de grandes prédictions et de grandes promesses, pour nous dire plus tard qu'il s'était complètement trompé.

[Traduction]

On procède maintenant de façon différente. C'est une nouvelle ère. Pour la première fois, les Canadiens peuvent avoir confiance dans les hypothèses économiques de leur gouvernement.

Le ministre des Finances a regagné la confiance des marchés financiers et a également fait une autre chose tout aussi importante. Il est en train de rétablir la confiance des Canadiens, et je l'en félicite.

Je veux parler aujourd'hui des répercussions de ce budget pour les femmes. Cependant, permettez-moi d'être très claire. Je ne parle pas qu'aux femmes, mais également aux hommes. Les

questions féminines touchent tout le monde. Ce sont des questions de société. Elles concernent tous les citoyens de notre pays.

Les femmes sont des mères et des épouses, elles dispensent des soins. Mais elles sont également des contribuables, des consommatrices, des travailleuses et des chefs d'entreprise. Elles équilibrent le budget familial. Elles administrent des entreprises. Elles acceptent des emplois et en créent. Elles éduquent la prochaine génération.

Les femmes sont très réalistes. Elles n'ignorent pas que, en tant que pays, nous ne pouvons dépenser plus que nous ne gagnons pendant trop longtemps. Le temps des comptes vient rapidement. Les femmes comprennent que notre pays ne peut continuer d'accumuler d'énormes déficits année après année.

Le moment est maintenant venu de faire face à la réalité. Le budget de 1995 est un premier pas. Ce n'est qu'un début. Notre objectif est de créer de bons emplois et de maintenir notre filet de sécurité sociale, ainsi que notre régime d'assurance-maladie. Nous refusons que des décisions de première importance pour notre pays soient prises par les courtiers en obligations de New York, Tokyo ou, encore, de Bay Street.

Nous avons devant nous un long périple que nous avons trop tardé à entreprendre. Nous en sortirons triomphants, nos finances en ordre, notre économie plus forte, notre filet de sécurité sociale garanti. Nous aurons acquis une nouvelle confiance dans nos moyens.

Bien entendu, avant d'atteindre cet objectif, les Canadiens devront consentir de nombreux sacrifices. Nous devons tous nous serrer la ceinture. Nous serons tous appelés à faire notre juste part pour aider à éliminer le déficit.

Les femmes comprennent vraiment la nécessité d'un programme d'austérité et elles sont prêtes à faire leur juste part, mais pas plus. En effet, l'austérité financière ne doit jamais servir de prétexte pour remettre en question les progrès que les femmes ont réalisés au cours des 20 dernières années, ni pour retarder ou reporter l'accession des femmes à l'égalité.

• (1535)

[Français]

La première bonne nouvelle pour les femmes dans ce Budget est qu'il n'y a pas d'augmentation d'impôt.

Nous croyons sincèrement que la question des impôts ne touche pas seulement le taux d'imposition mais c'est aussi une question d'équité. En éliminant les échappatoires fiscales, le Budget rend notre régime fiscal plus équitable.

Deuxièmement, le gouvernement canadien veut donner aux provinces plus de flexibilité dans la gestion des programmes comme la santé, l'éducation postsecondaire et l'assurance sociale. Nous allons atteindre cet objectif grâce au Transfert social canadien.

[Traduction]

Le ministre a précisé que la souplesse ne voulait pas dire que tout était permis. Il existe des objectifs nationaux qui doivent continuer de s'appliquer. Nous voulons accroître la souplesse tout en demeurant fidèles à ces principes.